

Sortir des Crises. Un bond en avant pour les bibliothèques.

Joseph Belletante

Director, Le Trente, Vienne, France.

jbelletante@mairie-vienne.fr



Copyright © 2014 by Joseph Belletante. This work is made available under the terms of the Creative Commons Attribution 3.0 Unported License: <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>

Abstract:

On brûle et on défend les bibliothèques publiques pour la même raison : la culture en commun, vécue comme une exclusion, une institution ou comme un symbole d'humanisme et de diversité.

Un emblème aujourd'hui confronté à deux turbulences identitaires majeures : la stabilisation de la culture numérique au titre de culture en soi et la pérennisation d'un contexte de crises multiples qui entrave les individus dans la réalisation de leurs modalités d'existence et dans leur intégration directe au tissu social local et national.

Ce contexte de crise laisse entrevoir une chance historique pour les établissements culturels, et nos bibliothèques en particulier, de renouveler leur matrice conceptuelle propre. Il permet en effet de mettre de recomposer les forces des bibliothécaires dans une direction plus singulière et offensive : l'accompagnement global des individus, social et culturel par nature, pour sortir des crises.

Un accompagnement de terrain, un tremplin et un laboratoire vers un nouveau mode d'organisation de la société et de l'économie, plus contributif, sur le modèle du logiciel libre, plus responsabilisant aussi, face à l'automatisation croissante de notre environnement quotidien.

Le rôle des partenaires et des professionnels, des entreprises aux artistes en passant par les chercheurs, les structures d'éducation et de formation, est ici bien entendu fondamental afin de mener à bien cet effort collectif pour faire société, dont les bibliothécaires pourraient être les coordonnateurs et défenseurs au sein de la cité. Un bond en avant, politique certes, mais en avant.

Keywords: Crise, Accompagnement, Identité, Politique, Culture.

Sortir des crises. Un bond en avant pour les bibliothèques.

La culture, c'est la passion de l'autre, c'est le contraire des valeurs identitaires. Certains me reprochent d'avoir un engagement politique, à cela je réponds que culture égale politique, et réciproquement. Je suis inquiet, mais ça ira, il faut qu'on se réveille.

Olivier Py, Directeur du festival de théâtre d'Avignon, France, 24/03/2014, au journal Libération.

L'accès aux savoirs et aux œuvres est rarement envisagé comme un acte polémique aujourd'hui, à moins que ces œuvres, ces connaissances, perturbent la stabilité d'un pouvoir¹ ou d'un récit légitimant la puissance d'un ou de plusieurs représentants de ce pouvoir².

Accolées par nature à ce processus de progrès et de pluralisme, les bibliothèques publiques³ symbolisent autour de nous des établissements culturels la plupart du temps inoffensifs, discrets, éloignés du bruit du monde, parfois impertinents, souvent relégués, en termes de visibilité et de discours, derrière l'« événementialisme » des Musées et l'implication naturelle des théâtres dans la parole citoyenne et médiatique.

Ce caractère inoffensif, et sympathique, est renforcé sur le terrain par les pratiques et les imaginaires des lecteurs, spectateurs, familles, qui participent à la vie des bibliothèques, entrent dans des lieux qu'ils jugent pour la majorité agréables et conviviaux, ainsi que par les administrateurs et élus des villes qui oscillent généralement entre bienveillance et intérêt relatif à leur égard.

Il jure par contre avec l'engagement des bibliothécaires dans leurs missions polyvalentes, de plus en plus étendues, et avec leur capacité singulière à débattre des enjeux identitaires de la profession, leur sentiment aigu d'exercer un métier complexe à tous les niveaux. Des missions qui se partagent entre la conservation et l'innovation, le renouvellement des services et celui des lieux, dans une époque surchargée d'informations et dont les repères culturels collectifs se dissolvent autant qu'ils s'uniformisent.

Quelques éclairs politiques ont récemment déchiré et déchirent toutefois encore cette bulle d'objectivité de la lecture publique, replaçant les bibliothèques au cœur d'un processus qui verrait évoluer leur image vers des territoires plus offensants et aussi plus offensifs.

Des bibliothèques parfois susceptibles d'offenser le regard des publics, devenant la cible privilégiée de certains, condamnant le contenu des livres et des films qui peuplent les collections⁴ ou se révoltant contre l'institution « bibliothèque », exclusive, vécue comme un symptôme, un symbole qu'il faut combattre⁵, des bâtiments à fermer et parfois à brûler⁶ pour que cesse l'outrage permanent offert à la vue.

Des bibliothèques offensives aussi, placées sous les projecteurs, face à deux questions croisées qui viennent en priorité troubler leur matrice identitaire et qui demandent de leur part une réelle force d'affirmation des valeurs qu'elles incarnent : le développement de la culture numérique en tant que culture en soi, à côté de celle du livre, et les retombées idéologiques et économiques des « crises » qui s'enracinent dans notre quotidien, notre langage et nos actions.

Les défis connus de la culture numérique

La question des supports et celle de l'informatisation des lieux semblent déjà pleinement travaillées par les établissements de lecture publique, qui doivent évoluer avec le flou technologique entourant chaque nouvel objet multimédia, « libre » ou commerciale, mais aussi

avec l'absence d'un recul véritable sur l'expérience des publics qui les pratiquent, et d'une véritable parole publique, étatique et collective à ce sujet.

Les gouvernements n'ont pas encore réussi en effet à mettre au point une politique claire, de civilisation, un discours entendable sur les écrans, la forme et le fond d'Internet et sur les périphériques plus ou moins connectés qui complètent l'offre disponible de terminaux comme de logiciels légaux et illégaux.

Le terrain numérique est un territoire, une extension de nos champs de relations; il impose ainsi la mise en œuvre d'une réponse sociale, structurelle, qui vienne contrebalancer l'aspect magique, ludique, de notre conversion technologique profonde et irrémédiable⁷. Une prise de conscience commune capable de dépasser l'horizon productiviste et l'automatisation grandissante qui accompagnent ce mouvement massif de reconfiguration des existences⁸.

Les bibliothèques ont montré qu'elle savaient être à la hauteur du phénomène en déplaçant leur compétences d'éditorialisation et de médiation vers le numérique. Il reste néanmoins à mieux définir les contours de ce rôle de *multimédiateur* des bibliothécaires, au sein de leurs établissements mais aussi à l'extérieur pour contrer au maximum le décrochage technologique des individus, dans les familles, les banlieues de ville, les campagnes, les écoles et les lieux situés plus en retrait de la vie sociale comme les maisons de retraite, les foyers/hôpitaux et les prisons.

Elles auront sans doute plus de difficulté à intégrer le nouvel équilibre entre les publics et les œuvres tel qu'il est dessiné par la culture numérique, où l'œuvre artistique, la pensée, les mots et les images servent d'instruments (de pré-texte) au contact, aux échanges, à la communication entre les publics, plutôt que comme source de convergence des regards et des attentions.

Un renversement actif de notre rapport à l'œuvre donc, moins vertical, unique et clos, un décentrement, qui remet littéralement en cause l'organisation des collections et des espaces des bibliothèques, mais aussi l'ensemble des processus et des dispositifs de diffusion, de présentation des œuvres, intervenant dans les autres institutions culturelles (Musées, Théâtres, Conservatoires, Cinémas, Centres d'art et Centres Chorégraphiques, Lieux de production et de diffusion de spectacle vivant).

Les bibliothèques pourront enfin, sur cette question, devenir l'emblème d'une harmonie apprivoisée entre le réel et le numérique, où l'un et l'autre s'inspirent, cohabitent au service du collectif et des intégrations personnelles au tissu social commun. Où l'un et l'autre se complètent et se répondent, s'augmentent au lieu de s'échapper, et où le réel conserve naturellement sa suprématie, tandis que le numérique se joue et se lit avec distance et imagination.

Devant la culture numérique, les bibliothèques peuvent ainsi grandir, s'éparpiller, courir après Internet, veiller le livre et sa culture, mais il semble avant tout crucial qu'elles ne perdent pas de vue l'autre versant de l'équation, le contexte et la sortie des crises, au pluriel, tant le concept semble rassembler tout un état de faits et de disciplines, et qu'elles mènent ensemble ces deux *révolutions*.

Les crises et l'envie de bibliothèque

Des crises, donc. Du politique, du social, de l'environnement, des idées, des institutions et de l'économie ; une crispation généralisée, tendue par la période de transition que nous traversons, amplifiée par une narration médiatique ressassant la partie angoissée de la crise plutôt que sa résolution⁹, et par la brutalité internationale des déclassés et du chômage auxquels nous assistons, dans une impuissance qui nous pousse à réfléchir, à remettre notre culture en question, et à expérimenter.

Les crises redonnent d'abord aux publics une envie de bibliothèque, et pas simplement à cause de la gratuité ou des tarifs d'abonnement bas qui y sont pratiqués. La bibliothèque-refuge change de forme ; une bulle autrefois synonyme d'élitisme ou d'anachronisme, et désormais porteuse d'un mouvement de préservation, de recul face à l'environnement direct, devenu difficile à regarder et à soutenir, à supporter.

Une expérience de la bibliothèque, caractérisée par la possibilité d'un choix que chacun peut opérer entre connexion et déconnexion, avec soi ou avec le monde extérieur. La bibliothèque-île, lieu d'évasion, et la bibliothèque-connectée, lieu de ressources et d'intégration technologique, de production de contenus, semblent ainsi avoir de beaux jours devant elles, séparées ou rassemblées sous le même toit, le même espace.

Les lecteurs, les spectateurs attendent aussi plus des bibliothèques en temps de crise. Leurs demandes se tournent autant vers plus d'accompagnement social, que vers plus de prise en compte des parcours individuels en matière culturelle. Comme si la bibliothèque devait s'adresser à chacun selon ses passions, ses goûts, ses besoins tout en garantissant une meilleure intégration au corps social et citoyen en lien avec le maximum de partenaires associatifs et institutionnels sur un territoire.

Une bibliothèque à la carte, et, si possible, à la pointe des technologies et de l'offre culturelle.

L'aspect mémoriel de nos structures semble, dans ce mouvement, moins recherché alors qu'il constitue pourtant un pilier de leur sauvegarde à la fois sur le plan de la conservation des identités, des textes, des idées et des visages d'un ou de plusieurs territoire, mais aussi à travers la transmission d'un sentiment collectif d'appartenance à des histoires locales et régionales, d'ici ou d'ailleurs.

Les publics devraient constituer eux aussi à ce titre une collection pour les bibliothèques, par le recueil de leurs trajectoires et de leur présence, comme un ensemble de traces de la communauté offertes à la consultation publique, comme une évidence.

Notre époque offre aux bibliothèques une chance importante de rebondir, en profitant activement des expériences acquises et des expérimentations menées au niveau de l'accueil des lecteurs, des spectateurs pour proposer aux publics un accompagnement le plus total possible, un renfort du lien et de l'entraide entre individus, qui pourrait se définir ainsi :

Un accompagnement social renforcé

La bibliothèque apparaît sans difficulté comme une partenaire complémentaire à l'ensemble des structures d'aide à la recherche d'emploi, en proposant des espaces symboliquement moins chargés en tension administrative, et des collections, des outils informatiques susceptibles d'aider les publics chômeurs, en recherche d'emploi, à s'orienter, à évoluer dans leurs pratiques et savoirs, ou à prendre du recul sur leur situation dans une période de remise en question et de transition personnelle.

Ce partenariat n'est souvent pas assez valorisé, visible ou développé avec les structures locales ou nationales. Rien n'empêche de penser qu'une personne puisse enclencher à son inscription comme chômeur un processus de retour à l'emploi dans lequel la bibliothèque jouerait un rôle d'accompagnant culturel, définissant un parcours personnalisé pour le chômeur, soulignant une série de formations, d'animations et documents susceptibles de contrebalancer la dureté du contexte et l'encombrement relatif ou total des conseillers pour l'emploi qui gèrent souvent un trop grand volume de dossiers en termes de suivi individuels.

L'accompagnement par la bibliothèque pourrait dès lors aider à repenser collectivement l'image portée par la société sur la période de chômage, vécue comme une exclusion temporaire ou quasi-

permanente du rythme social par les individus, et à reconnaître le versant positif de la remise en question et de l'évolution concrète du chômeur autant que les vertus d'une solidarité concrète entre les institutions administratives et culturelles de terrain.

Cet effort à mener autour du retour à l'emploi devrait par ailleurs s'ajouter à une prise en compte accrue des situations de paupérisation et de décrochage des publics, un décrochage social, scolaire, économique dans les projets des établissements de lecture publique, afin de mettre en place des actions concrètes de territoire avec les partenaires privilégiés autour des collections, des animations, des valeurs proposées (hospitalité, écoute, proximité) et des lieux-bibliothèques.

De nombreuses bibliothèques se sont déjà mobilisées pour offrir des services et des signes particuliers aux publics fragiles en lien avec des structures référentes. Il ne s'agit pas de remplacer le travail de ces structures ou de pallier leurs atouts ou leurs manques, mais de penser avant tout le culturel, et la bibliothèque, comme faisant intégralement et officiellement partie du mouvement pouvant permettre une meilleure traversée par les publics fragiles de ces périodes d'existence en marge du système social pris dans son ensemble.

Un accompagnement culturel centré autour de la « culture en commun ».

Les crises poussent les bibliothèques à dire et à identifier clairement ce qui fait *culture*, plutôt qu'information. Elles représentent aussi ce qui constitue le *commun* sur un territoire et adaptent cette représentation à l'époque avec ses outils et ses espaces¹⁰. La politique documentaire peut ainsi s'envisager comme une mise à jour et une priorisation constante de certaines œuvres et documents susceptibles d'incarner au moment où les publics rencontrent les collections une photographie de la culture commune.

L'avènement de la culture numérique et le transfert du stock de documents des bibliothèques à Internet libèrent la lecture publique de son ambition encyclopédique pour laisser entendre des voix, des singularités, des choix qui s'expriment ici où là avec plus ou moins de force et de légitimité. Les crises poussent à la clarification des corpus en privilégiant une approche radicale s'inscrivant dans les besoins et les attentes des publics autant que dans une vision propre aux bibliothécaires à un instant T en lien aussi avec ce qui fait actualité.

Une fois la culture en commun collectée et donc interrogée, les missions des bibliothèques s'organisent autour de l'intégration des publics à cette culture, mais aussi, et c'est ce qui est le plus nouveau, de leurs contributions individuelles et collectives à celle-ci. L'intégration peut s'entendre comme un ensemble de moyens et d'outils à mettre à disposition des publics afin qu'ils se sentent partie de cette culture présentée comme partagée (participation, médiation, co-construction). La notion de contribution mérite, elle, quelques précisions.

De nombreuses alternatives collectives au capitalisme, et au capitalisme numérique, tel que nous les connaissons aujourd'hui ont émergé ces dernières années sans qu'elles aient encore pu s'inscrire durablement sur le plan politique, et, ce, pour de nombreuses raisons. L'une d'entre elles est l'absence de lieux institutionnels dédiés à l'accueil d'une réflexion collective sur la transition sociétale dans laquelle nous sommes engagés.

Une des pistes les plus prometteuses, dans le cadre de la réforme d'une économie de marché devenue difficilement contrôlable, est la mise en place d'une économie purement contributive au sens où on quitte la relation entre producteurs et consommateurs pour introduire un système inter-générationnel de partage de connaissances, des compétences, et des financements à l'image du logiciel libre ou de Wikipédia, système qui fait intervenir un nouveau rapport de force, horizontal, aplani.

Les bibliothèques ont leur part à jouer dans l'implantation, l'ancrage de ces débats à l'échelle locale, dans le relais d'idées entre les individus et la réappropriation de ces questions par tous

ceux qui souhaitent s'en emparer. De la maîtrise des données et des informations personnelles échangées en ligne à la gouvernance d'Internet, en passant par le développement économique, social et technologique de nos identités, les sujets sont vastes sans qu'aucun lieu durable, aucun forum démocratique d'échanges et de réflexion n'aient véritablement pris racine au sein des sociétés.

L'amitié, au centre du jeu.

En leur proposant de jouer un rôle actif dans l'accueil, la fabrication, la valorisation et le soutien aux initiatives citoyennes source d'une plus grande responsabilisation collective, il n'est pas question ici de détourner ou de dénaturer les bibliothèques, de les placer en face d'une ambition trop haute ou hors de portée. Il s'agit avant tout de profiter d'une situation paralysante, faite de paralysies budgétaires et idéologiques, pour mettre l'accent sur la valeur progressiste des bibliothèques au détriment de questions professionnelles parfois plus embarrassantes que réellement productives compte tenu des contextes (la programmation culturelle, le mécénat, le management, l'évaluation, les supports et les formats des ressources, le marketing).

L'attaque méthodique et déjà ancienne que subissent les services publics peut ainsi servir à replacer les bibliothèques dans un front culturel global, « de sortie de crise », du moment que la profession considère ce déplacement identitaire comme une priorité. L'ensemble des associations et des institutions culturelles, pédagogiques et communicationnelles seraient ainsi concernées par la mise en place d'une parole commune, coordonnée (pourquoi pas par les bibliothèques ?), d'un processus ouvertement politique, et non politicien, au sens où il tente de faire collectivement, de faire naître et grandir des réponses qui apparaissent encore comme manquantes dans le paysage du vivre-ensemble.

On parle souvent de « publics empêchés » dans les bibliothèques françaises, de celles et ceux qui ne peuvent avoir accès, de là où ils sont, de là où ils parlent, aux ressources et aux services des établissements de lecture publique. Le terme de « bibliothèques empêchées » apparaît dès lors ici comme tout aussi intéressant pour qualifier ce qui fait obstacle, en termes de formation, de tutelles, d'opinion ou de tradition, au bond en avant politique qui se trouve désormais à notre portée.

Réfléchir aux « bibliothèques empêchées », c'est aussi rendre hommage aux initiatives des lieux culturels, nombreux, qui ont déjà commencé à inscrire, souvent avec réussite, les crises au cœur de leurs projets, et mettre en avant tout ce qui pourrait nous permettre de nous préparer au voyage, de rassembler les forces nécessaires pour trouver l'élan, et sauter. « La bibliothèque est une chambre d'amis », écrit l'auteur et poète marocain tahar ben jelloun dans son « éloge de l'amitié, ombre de la trahison » (Paris, Points, 2003, 138 p.). Mieux vaut peut-être alors transformer l'affirmation en question et essayer d'y répondre par nous-mêmes, en se regardant tels que nous sommes, vulnérables et vaillants à la fois : aujourd'hui, maintenant, demain, quels amis serons-nous ?

1 Ce fut notamment le cas en Turquie au Printemps dernier lorsque Twitter et YouTube ont fait l'objet d'un blocage temporaire en amont du déroulement des élections municipales du 30 mars 2014 dans le pays.

2 Il convient de citer ici les révélations d'Edward Snowden à propos des actes d'espionnage de masse réalisés par la NSA le 6 juin 2013. A propos des liens entre puissance et récit, voir BELLETANTE, J., « Récit et légitimation : les États-Unis en guerre contre le terrorisme (2001-2004) », *Études de communication*, 34, 2010, pp. 177-192. <http://edc.revues.org/1790>

3 Seront évoquées ici plus spécifiquement les bibliothèques francophones, et plus globalement le concept de « bibliothèque », plutôt qu'un panorama international de la question.

4 La France connaît depuis février 2014 un mouvement de protestation contre l'évocation par certains ouvrages de littérature jeunesse des représentations « garçons/filles » et contre l'enseignement du genre et de la sexualité à l'école. Par ailleurs, le concept et la procédure des « Challenged Books » (<http://www.ala.org/bbooks/about>) qui existe aux États-Unis n'est pas pratiqué en Europe.

5 Le Front National, parti politique français, a souhaité à son arrivée au pouvoir dans certaines villes, principalement celle d'Orange (Provence) en 1996, retirer des collections des ouvrages jugés trop « mondialistes », ou responsables d'« atteintes aux bonnes mœurs » et y faire entrer des documents d'extrême-droite « ostracisés » jusqu'alors selon les termes de Jacques Bompard, toujours maire de la commune. Voir KIBBIE, J., « Aux Armes citoyens ! Les bibliothèques publiques françaises face à l'extrême-droite », *BBF*, nov. 2004, n°6. <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2004-06-0010-002>

6 Soixante-neuf bibliothèques ont été incendiées en France entre 1998 et 2013, dont trente-deux au cours des émeutes de novembre 2005 dans les banlieues. A ce titre, l'ouvrage récent de Denis MERKLEN essaie d'interpréter le phénomène comme une manifestation de la « marginalité urbaine » de certains citoyens qui, par ce geste, ciblent directement l'espace public commun. Voir MERKLEN, D., « Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ? », Presses de l'ENSSIB, collection papiers, 2013, 349 p.

7 DOUEIHI, M., « La grande conversion numérique », Points Essais, 2011, 352 p.

8 STIEGLER, B. et al., « Digital studies. Organologie des savoirs et technologies de la connaissance », Paris, FYP, Collection du nouveau monde industriel », 2014, 192 p.

9 DESSERTINE, P., « Ceci n'est pas une crise : Juste la fin du monde », Paris, Éditions Anne Carrière, 2009, 168 p. L'auteur insiste notamment sur le choix de la terminologie de « crise » plutôt que celle de « rupture » ou de « métamorphose » qui peuvent aussi s'appliquer au contexte économique, et ce, dès 2008, terminologie accentuant l'absence de rationalité et d'ordre dont semble être touché le quotidien, l'environnement social, en référence au travail de Karl E. Weick. Voir WEICK K. E., « The Collapse of Sensemaking in Organizations : The Mann Gulch Disaster », *Administrative Science Quarterly*, vol. 38, n° 4, 1993.

10 Voir LAVAL, CH, DARDOT, P., « Commun. Essai sur la révolution au XXIème siècle », Paris, La Découverte, 2014, 592 p. Dans cet ouvrage, les auteurs appellent à une refondation de ce qui est commun, de la notion même de « commun » pour l'avènement d'une démocratie sociale et d'institutions d'auto-gouvernance.